

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

## 2025-008 – TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DE L'APPLICATION K-SUP

Appel d'offre ouvert passé en application des articles  
L.2124-1, L.2124-2, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2124-2  
1°, R2161-13 et R2161-14 du Code de la Commande  
Publique.

## Sommaire

---

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1	4
1.2 Lieu de livraison des prestations	4
<b>ARTICLE 2 – PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation	4
2.2 Forme du marché	4
2.3 Décomposition en tranche – Allotissement	4
2.4 Variantes	4
2.4.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	4
2.4.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	5
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
4.1 Ordre de priorité	5
4.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	5
4.3 Pièces à remettre au titulaire	6
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – MAINTENANCE CORRECTIVE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – MAINTENANCE ÉVOLUTIVE</b>	<b>8</b>
7.1 Constatation de l'exécution	8
7.1.1 Vérification des modules logiciels et composants	8
7.1.2 Vérification d'aptitude (VA)	8
7.1.3 Vérification de service régulier (VSR)	8
7.2 Prolongation du délai d'exécution	9
<b>ARTICLE 8 – PRIX</b>	<b>9</b>
8.1 Nature et détermination du prix	9
8.2 Contenu des prix	9
8.3 Variation des prix	9
<b>ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT</b>	<b>10</b>
9.1 – Délai de paiement et Intérêts moratoires	10
9.2 – Facturation et Rythme de facturation	10
<b>ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 – GARANTIE ET DROITS</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12– RESPONSABILITÉS</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13– OBLIGATION DES PARTIES</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 – GARANTIES</b>	<b>15</b>
14.1 Garantie de conformité et de bon fonctionnement	15
14.1.1 Durée de la garantie	15

14.1.2 Mise en jeu de la garantie	15
14.2 Garantie générales de compatibilité	15
14.3 Garantie des vices cachés	15
<b>ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 – RESILIATION</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

---

K-SUP est une solution métier, dédiée aux établissements d'enseignement supérieur, qui répond de manière intégrée mais modulable aux enjeux de WCM (Web Content Management), plate-forme de travail collaboratif, et portail d'intégration et de mise à disposition de services numériques. L'Université Paris Nanterre dispose aujourd'hui de la version 6.7 de K-Sup avec laquelle elle administre plus de 180 sites.

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la tierce maintenance applicative de **l'application K-Sup des prestations complémentaires**.

Le titulaire devra être en mesure de piloter le service sur toute la durée (mise en place d'interlocuteurs dédiés), de corriger les anomalies sur le périmètre de la solution définie, de fournir un service d'assistance fonctionnelle et technique permettant de couvrir des demandes d'assistance et d'évolutions simples. Le titulaire devra avoir une parfaite connaissance et une maîtrise du logiciel KSUP. En outre, le marché comporte de la maintenance évolutive permettant de traiter des demandes d'évolutions simples sur la solution.

### 1.2 Lieu de livraison des prestations

Les prestations ont lieu sur le site de l'université Paris Nanterre situé à Nanterre à savoir :

**Université de Paris Nanterre**  
200, avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex

## ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

---

### 2.1 Procédure de passation

Le présent marché est un appel d'offre ouvert, utilisant la technique d'achat accord-cadre, passé en application des articles L.2124-1, L.2124-2, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2124-2 1° R2161-13 et R2161-14 du Code de la Commande Publique (« CCP »).

### 2.2 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire qui comprend :

- Une partie à prix global et forfaitaire pour la tierce maintenance corrective (prestation forfaitaire)
- Une partie à prix unitaires pour la maintenance évolutive permettant de traiter des demande d'évolutions simples sur la solution, qui s'exécute par l'émission de bons de commande sans montant minimum et avec un maximum de **30 000 euros HT** (prestations hors-forfait)

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le montant maximum de l'accord-cadre se calcule par l'addition des prestations forfaitaires et du maximum des prestations hors forfait.

## 2.3 Décomposition en tranche – Allotissement

Les prestations objet du présent marché ne donnent pas lieu à une décomposition en tranche. Le présent marché n'est pas alloti. En effet, l'objet du présent marché ne permet pas la distinction de prestations distinctes.

## 2.4 Variantes

### 2.4.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Selon l'article R.2151-8 du CCP, les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

### 2.4.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le marché comporte une variante à l'initiative de l'acheteur concernant une fonctionnalité d'intégration de paiement en ligne.

Les candidats doivent obligatoirement faire une proposition et chiffrer la variante, figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'Acte d'engagement

**Toute offre ne précisant pas le coût de cette variante sera déclarée irrégulière.**

La variante sera retenue ou écartée dès la signature du marché par le pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

---

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois ferme à compter de sa date de notification.

Il est reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché est tacite, le titulaire ne pouvant s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le marché. La décision de non reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un (1) mois avant la date d'expiration du marché.

La non-reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité notamment.

L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois (3) mois la durée de validité du marché.

## ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

---

### 4.1 Ordre de priorité

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC**, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes (annexe financière, annexe relative aux délais)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cadre de réponse technique du candidat

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-TIC), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié ;

Le CCAG-TIC, bien que non joint aux autres pièces constitutives du marché, est réputé connu du soumissionnaire. L'option A de l'article 38 est retenue dans le cadre du présent marché.

#### **4.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles**

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de l'université fait seul foi.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus et dans les documents envoyés par le titulaire lors de la remise de l'offre de celui-ci puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

#### **4.3 Pièces à remettre au titulaire**

**Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC**, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement délivré sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

La demande de CCP du présent marché pourra être retransmis par courriel (à l'adresse suivante : **marche.publics@liste.parisnanterre.fr**) au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

Les prestations sont commandées selon les modalités d'organisation précisées au présent CCP.

Un responsable unique de marché sera désigné. Il aura en charge de coordonner toutes les demandes de l'Université Paris Nanterre pour le présent marché, notamment la mise en place et le suivi de l'exécution.

### **ARTICLE 6 – MAINTENANCE CORRECTIVE**

---

Le champ de la maintenance corrective devra couvrir la mise à disposition des éléments permettant d'éliminer les anomalies constatées lors de l'utilisation de la solution et de l'instance du site de l'Université.

Les horaires d'ouverture et les modalités de maintenance du site internet sont renseignés dans l'offre technique du titulaire.

Le titulaire précise également dans son offre sa démarche de gestion des anomalies et les moyens mis en œuvre pour fournir la visibilité à l'Université sur l'avancement des corrections.

La maintenance corrective est exécutée après détection d'une panne et est destinée à remettre la fonctionnalité défaillante dans un état tel qu'elle puisse accomplir la fonction requise.

La première étape d'un processus correctif est celle du diagnostic de la panne.

Il sera procédé par le titulaire, lorsque l'Université signalera une anomalie bloquante, majeure, ou mineure.

L'Université informera le titulaire de la survenance et / ou de la constatation de toute anomalie sur une plateforme de signalement mise à disposition par le titulaire.

Le titulaire devra alors effectuer le diagnostic de la panne.

Le titulaire précisera les conditions de réalisation du diagnostic (Télédiagnostic, Transfert de fichiers des programmes maintenus ou de la base de données, Intervention sur site, etc.).

Catégorisation des anomalies :

- Anomalie bloquante : L'application est bloquée et ne peut être mise en exploitation. Une fonction majeure est indisponible sans détournement réaliste par l'utilisateur et ne peut être mise en exploitation.
- Anomalie majeure : L'application est partiellement disponible, une fonctionnalité majeure étant non disponible, mais pour laquelle une solution de contournement ou une solution provisoire peut être mise en place pendant la période de correction. La mise en exploitation de l'application est possible, et/ou les tests peuvent se poursuivre.
- Anomalie mineure : L'application est disponible. Une fonction mineure est indisponible. Le problème est non perturbant pour l'intégrité de l'application.

Par délai de prise en charge, on entend le délai compris entre l'enregistrement du message par l'Université sur la plateforme de signalement et la confirmation de la prise en charge par le titulaire.

**Le titulaire a l'obligation de répondre à l'Université de la façon suivante :**

Toute demande d'intervention de l'Université présentée au titulaire devra être prise en charge par ce dernier dans les délais maximums suivants :

- pour les anomalies bloquantes : 8 (huit) heures ouvrées ;
- pour les anomalies majeures : 3 (trois) jours ouvrés ;
- pour les anomalies mineures : 30 (trente) jours ouvrés.

La seconde étape sera la correction effective de l'anomalie.

Le titulaire précisera les modalités de correction et d'intervention lorsque le client ne pourra pas sur les conseils du titulaire corriger le problème.

Le délai de correction n'excédera pas 8 (huit) heures ouvrées en cas d'anomalie bloquante, et 3 (trois) jours ouvrés en cas d'anomalie majeure. Le titulaire devra proposer une solution de contournement, s'il a l'incapacité à solutionner l'anomalie dans les délais impartis.

Pour permettre d'apprécier les conséquences d'un dysfonctionnement, l'utilisateur précisera à chaque fois que nécessaire et possible :

- le nombre d'utilisateurs concernés,
- le nombre de pages ou documents concernés,
- le caractère aléatoire, systématique ou contextuel du dysfonctionnement,
- s'il s'agit d'une régression du logiciel.

**L'assistance téléphonique :**

L'assistance téléphonique doit fournir deux types de services :

- Obtenir un diagnostic des pannes et des dysfonctionnements survenus sur le produit (y compris l'installation), pour proposer des méthodes permettant de pallier ceux-ci et pour obtenir les livraisons nécessaires à leur mise en œuvre par le biais de la maintenance corrective ;
- un accès téléphonique permettant d'obtenir des conseils à l'utilisation du produit, même en l'absence de tout dysfonctionnement.
- un accès à une plateforme de suivi des interventions. Cela permettra de tracer les différentes anomalies relevées, de tracer les interventions et les délais de réparations.

Les nouvelles versions du progiciel ainsi que les mises à jour de ses composants devront être livrées à l'Université par le titulaire sous la forme d'un package logiciel ainsi que d'une procédure de livraison. Le package logiciel est installé par l'Université sur l'environnement de test de l'Université (environnement semblable à l'environnement de production) pour validation ; la mise en production est également réalisée par l'Université.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations sont effectuées par l'Université Paris Nanterre, via la plateforme de recettes destinée à remonter toutes les anomalies techniques et éditoriales.

**Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-TIC**, le Pouvoir Adjudicateur dispose de **dix jours** pour procéder à la vérification de la prestation et notifier sa décision.

Chaque prestation fera l'objet d'une validation de la part de l'établissement. Si sous **dix jours**, à réception des livrables, aucune demande de modification correction n'est faite par l'Université Paris Nanterre celle-ci sera considérée comme acceptée.

En cas de demande de modification, le titulaire devra effectuer l'intégralité des corrections dans un délai de trois jours ouvrables à compter de leur réception.

## **ARTICLE 7 – MAINTENANCE EVOLUTIVE ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

---

Le titulaire proposera dans son offre un dispositif de maintenance évolutive permettant de traiter des demandes d'évolutions simples sur la solution.

Chaque prestation du titulaire au titre de la maintenance évolutive et des prestations complémentaires fera l'objet d'un bon de commande.

### **7.1 Constatation de l'exécution**

**Par dérogation à l'article 28 du CCAG-TIC**, les spécificités relatives aux différentes composantes et prestations sont précisées ci-après.

#### **7.1.1 Vérification des modules logiciels et composants**

Les modules logiciels et composants associés font l'objet d'une vérification d'aptitude (VA) sur une plate-forme de pré production de l'Université et d'une vérification de service régulier (VSR) sur la plateforme de l'Université.

#### **7.1.2 Vérification d'aptitude (VA)**

L'objet de la VA est de constater que la solution délivrée couvre les fonctionnalités attendues et que la solution peut être mise en production.

La VA comprend la vérification :



- de la fourniture des éléments constitutifs de la commande et la vérification de la conformité,
- de la concordance et de l'exhaustivité de la documentation produite par le titulaire avec les éléments livrés,
- de la conformité vis-à-vis des contraintes techniques et des contraintes d'intégration
- du bon fonctionnement de chaque élément dont la liste est faite dans le bon de commande,
- de la performance globale des éléments intégrés au système.

Cette vérification est de la responsabilité de l'Université.

L'Université dispose d'un délai précisé dans chaque bon de commande, ou à défaut de 2 semaines, à compter de la date de signature du procès-verbal de livraison pour notifier au titulaire par écrit soit une décision positive de vérification d'aptitude, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet. Pendant cette période, les techniciens de l'Université procèdent aux tests et vérifications, en collaboration avec le Titulaire.

Le titulaire dispose de cette même période pour optimiser le paramétrage d'installation et pour procéder aux corrections des anomalies qui auraient été signalées par l'Université.

Les anomalies détectées lors de la VA sont classées conformément aux critères définis à l'article 6 du présent CCP.

La VA ne peut être prononcée qu'en l'absence d'anomalie bloquante ou majeure, sauf dérogation acceptée par l'Université sous forme de réserve.

En cas d'ajournement, une nouvelle période de VA est déclenchée. Cette période ne peut excéder 15 jours.

### **7.1.3 Vérification de service régulier (VSR)**

La VSR consiste à déployer l'ensemble des composants constitutifs de la livraison et à vérifier leur conformité et leurs performances dans des conditions normales d'utilisation.

Cette vérification est de la responsabilité de l'Université.

La régularité du service s'observe pendant une durée précisée dans le bon de commande, ou à défaut de 1 mois, à partir de la date de signature de la VA. Le titulaire devra pendant cette période corriger toute anomalie jugée bloquante ou majeure relevant du domaine fonctionnel ou des performances que lui aurait signalée l'Université. La VSR est notifiée au titulaire par écrit et comporte soit une décision positive de vérification de régularité du service, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet.

Le service sera réputé régulier s'il ne demeure pas d'anomalie bloquante ou majeure. En cas d'ajournement, une nouvelle période de VSR est déclenchée. Cette période ne peut excéder 1 mois.

## **7.2 Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur selon les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

## ARTICLE 8 – PRIX

---

### 8.1 Nature et détermination du prix

Le prix est exprimé en euros. Le présent marché est exécuté :

- à prix global et forfaitaire pour la tierce maintenance corrective
- à prix unitaires, qui s'exécute par l'émission de bons de sans montant minimum ou maximum pour la maintenance évolutive et les prestations complémentaires permettant de traiter des demande d'évolutions simples sur la solution

### 8.2 Contenu des prix

**Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC**, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 8.3 Variation des prix

Les prix sont fermes la 1<sup>ère</sup> année. Ils pourront être révisés chaque année à la date anniversaire du marché sur demande.

Les prix devront être justifiés en hausse ou en baisse par l'application de l'indice SYNTEC (Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle).

Concernant la maintenance, les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché et à l'initiative de l'une ou l'autre partie sur production de justificatifs, selon la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left( 0.30 + 0.70 \frac{\text{Syntec1}}{\text{Syntec0}} \right)$$

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial figurant à l'acte d'engagement

Syntec 1 = Indice Syntec du mois de révision des prix

Syntec 0 = Indice Syntec du mois d'établissement des prix

### **Communication de prix révisés :**

Au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du présent marché, le titulaire notifie sa demande de révision de prix à l'Université à l'adresse suivante [marches.publics@liste.parisnanterre.fr](mailto:marches.publics@liste.parisnanterre.fr)

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de la demande de révision jours, pour accepter ou refuser la révision des prix. S'il ne refuse pas les nouveaux tarifs, ceux-ci sont appliqués dans le jour suivant la date anniversaire du marché.

### **Clause de sauvegarde :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché à la date du changement de tarif, si l'augmentation moyenne des prix nets des prestations du présent marché est supérieure à **5 %** par an à compter de la deuxième année du marché.

Après acceptation de la révision par le pouvoir adjudicateur, le titulaire lui remet le bordereau des prix révisés du marché.

Si la demande de révision de prix n'a pas été adressée à l'Université dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante.

## **ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

---

### **9.1 – Délai de paiement et Intérêts moratoires**

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.2 – Facturation et Rythme de facturation**

Les prestations de maintenance corrective, exécutées selon les conditions prévues à l'article 6, font l'objet d'une facturation trimestrielle à terme échu.

Après constatation de l'achèvement des prestations de la maintenance évolutive dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCP, le Titulaire adresse au service désigné dans le bon de commande en qualité d'interlocuteur du Titulaire, la facture correspondant aux prestations fournies.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des services.

La facture, établie en un original doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ; (au format 201xAAAAAxxxx comme par exemple : 2017FOUR017L00) inscrit sur le bon de commande précité ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant hors taxe des prestations effectuées au regard du BPU;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations effectuées;
- la date de facturation
- la mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.



Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

**Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :**

Les factures du titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	<b>Service facturier NANTERRE = 03</b> <b>Service facturier Ville d'Avray = 02</b>
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	<b>OUI</b> : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

### 9.3 Avance

**Sauf refus du titulaire spécifié dans l'acte d'engagement, l'avance est** accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois dans les conditions prévues aux articles L.2391-3, L.2191-3, R.2391-1 à R.2391-12 du CCP.

Le versement de l'avance s'effectue dans les conditions fixées à l'article 11.1 du CCAG-FCS. Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE**

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, notamment à :

- ne pas accéder ni effectuer de tests à partir de données personnelles réelles, mais seulement à partir de données fictives ;
- accéder et effectuer des tests à partir de données personnelles réelles que pour des cas d'anomalies rares et spécifiques. Dans ce cas, le titulaire du marché s'engage à :

- ne prendre aucune copie des données personnelles, documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires aux besoins de l'exécution de la prestation, objet du présent marché ;
- ne pas effectuer de copie de données personnelles issues du système d'information du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de la prestation sans l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne conserver aucune copie de données personnelles issues du système d'information du pouvoir adjudicateur et nécessaire aux besoins de l'exécution de la prestation en dehors de sa propre plateforme de développement ;
- maintenir confidentielles les données personnelles issues du système d'information du pouvoir adjudicateur à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université ;
- détruire les données personnelles issues du système d'information du pouvoir adjudicateur et nécessaires aux besoins de l'exécution de la prestation dès la fin de la livraison de la prestation ;
- ne pas utiliser les données personnelles, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché et au présent avenant au marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- procéder à la fin du marché à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant notamment les données personnelles confiées par le pouvoir adjudicateur et justifier cette destruction à la demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché ne pourra sous-traiter l'exécution d'une prestation nécessitant un accès aux données personnelles réelles issues du système d'information du pouvoir adjudicateur à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire du marché.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire du marché

## **ARTICLE 11 – GARANTIE ET DROITS**

---

Les garanties applicables sont celles prévues par le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété industrielle et intellectuelle du progiciel, objet du marché, le cas échéant des matériels, utilisés par ce dernier au titre du marché. Si l'administration est victime d'un trouble dans la jouissance des résultats des prestations, le titulaire doit immédiatement prendre les mesures propres à le faire cesser sans qu'il en résulte aucune dépense supplémentaire à la charge de l'administration.

En outre les rapports, notes, documents et informations communiqués par l'Université au titulaire sont et resteront la propriété exclusive de l'Université

En conséquence, le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété de l'Université et notamment d'exploiter, en dehors des besoins de l'exécution des prestations objet du marché, de quelque manière que ce soit, les rapports, notes, documents et informations qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché.

## ARTICLE 12– RESPONSABILITES

---

### **Cession-Nantissement**

Suite à la notification, le titulaire pourra obtenir une copie de l'Acte d'engagement certifiée conforme par la personne responsable des marchés portant la mention : « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire » pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n° 81-1 du 02 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises, par demande écrite adressée au Service Achats Marchés de la DFC de l'Université ([marches.publics@liste.parisnanterre.fr](mailto:marches.publics@liste.parisnanterre.fr)).

### **Dispositions applicables en cas de litige / titulaire étranger**

En cas de différents ou de litiges, les dispositions de l'article 47 du CCAG-TIC s'appliquent. En outre, en cas de litige avec un titulaire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français

## ARTICLE 13– OBLIGATION DES PARTIES

---

### **13.1 Obligations générales du titulaire**

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par l'équipe d'intervenants, dont les profils ont été fournis et acceptés par l'université, telle que décrite dans sa proposition ainsi qu'à fournir toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le titulaire fournit les éléments d'information nécessaires à la prise en charge technique et fonctionnelle par l'Université des éléments livrés (correctifs, évolutions, adaptations). Cette prise en charge devra être accompagnée par le titulaire

Le titulaire rédige les comptes rendus des réunions avec l'Université et les transmet pour validation à l'Université

### **Obligation d'information et de conseil :**

Le titulaire s'engage à tenir l'Université informé de manière régulière de l'exécution des prestations conformément aux dispositions du présent CCP.

Le titulaire désigne lors de la phase d'initialisation un interlocuteur unique qui est le correspondant de l'Université et qui, à ce titre, est habilité à contrôler le respect des exigences énoncées dans le CCP.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'Université pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire doit notamment :

- Alerter de manière motivée l'Université sur tout événement dont il a connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet et les engagements visés par le présent marché, y compris si cet événement est imputable à l'Université ;
- Proposer à l'Université tout complément ou amélioration des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient souhaitables ;
- Tenir l'Université informée des conditions de compatibilité des différentes versions des

outils logiciels utilisés pour le progiciel et les développements spécifiques et, de manière générale des évolutions affectant le progiciel et les développements spécifiques standardisés ;

➤ Conseiller l'Université sur des solutions d'optimisation concernant les choix fonctionnels, les techniques de développement, de paramétrage et l'organisation du déploiement ;

➤ Tenir l'Université informée de toute évolution ou incident dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation objet du marché, qui pourrait en affecter l'intérêt général en proposant toute solution appropriée dans les conditions et délais prévus au présent CCP.

A l'occasion des recommandations et informations qu'il est tenu de fournir, le titulaire s'engage à les formuler dans un rapport écrit de manière à ce que l'Université puisse exploiter les recommandations et informations ainsi recueillies.

### **Obligation générale d'amélioration du progiciel :**

Le titulaire propose toute mesure susceptible d'améliorer les conditions d'exécution tant sur l'aspect qualité de service, amélioration des performances, que sur l'aspect économique.

Il définit en concertation avec l'Université les initiatives qu'il peut prendre seul et celles qui doivent être soumises à l'accord préalable express de l'Université

En cas d'évolutions, le titulaire est tenu de ne pas dégrader les performances du système et d'offrir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification.

Ainsi et d'une manière générale, le titulaire s'engage à conseiller l'Université sur des améliorations à mettre en place pour assurer un fonctionnement optimal du système.

A ce titre, le titulaire informe notamment l'Université sur l'augmentation des ressources machines éventuellement nécessaires à la mise en place des changements de version du progiciel et des développements spécifiques dans leur ensemble, dès qu'il en a connaissance.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à assurer, notamment dans le cadre des évolutions, la cohérence d'ensemble de l'application y compris pour les aspects d'ergonomie.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG-TIC « Documentation technique » ; « Le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel ou du logiciel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant. »

### **13.2 Obligations générales de l'Université**

Dès la notification du présent marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Université s'engage à :

➤ Mettre à la disposition du titulaire, dans les délais fixés d'un commun accord, les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission (documents d'exploitation des applications, documents produits par les fournisseurs des systèmes, procédures courantes d'exploitation).

➤ Désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses



relations avec le titulaire ; en cas de défaillance de l'interlocuteur, l'université s'engage à pourvoir à son remplacement dans les plus brefs délais.

Plus généralement, l'Université s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

### **13.3. Clause développement durable**

Le pouvoir adjudicateur est très attaché aux différents aspects du développement durable (économique, environnemental et insertion sociale) et souhaite fortement que chaque consultation intègre lorsque l'objet le permet un critère de développement durable.

Le titulaire doit mettre en œuvre les engagements en faveur du développement durable qu'il a détaillés dans le mémoire technique qu'il a déposé au soutien de son offre.

Il doit ainsi effectuer les actions en faveur de l'environnement et de la diminution du bilan carbone de sa prestation (notamment durant ses déplacements ou lors des différentes opérations prévues par le marché) dans le cadre de l'exécution du marché (hébergement de la solution), telles qu'elles figurent dans le mémoire technique qu'il a déposé au soutien de son offre.

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord-cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Optimisation des déplacements : « Les titulaires proposent une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire ».

Le titulaire s'engage chaque année à faire un point sur les considérations environnementales du marché et à indiquer à l'université les démarches qu'il a réalisées ou qu'il compte réaliser pour améliorer la performance environnementale, notamment en ce qui concerne le code source logiciel, l'hébergement de la solution logicielle et les déplacements professionnels réalisés dans le cadre du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 14 – GARANTIES**

---

### **14.1 Garantie de conformité et de bon fonctionnement**

#### **14.1.1 Durée de la garantie**

Sans préjudice de la garantie des vices cachés des articles 1641 et suivants du Code civil, les prestations de maintenance évolutive et adaptative à bons de commande, le délai de garantie ne peut être inférieur à six mois.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

#### **14.1.2 Mise en jeu de la garantie**

Pendant le délai de garantie, le titulaire effectue les interventions qui lui sont prescrites par la personne responsable du marché dans les conditions du présent CCP.



## 14.2 Garantie générales de compatibilité

Le titulaire s'engage à fournir les éléments assurant la compatibilité ascendante du progiciel et des développements spécifiques dans leur ensemble entre les différentes mises à jour ou nouvelles versions qui seront apportées au titre de la maintenance. Ces changements ne doivent entraîner aucune dégradation ou modification des conditions normales d'exploitation des applications par l'Université.

## 14.3 Garantie des vices cachés

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du code civil s'applique au présent marché.

Le titulaire est en ce sens garant des produits susceptibles d'être fournis dans le cadre du présent marché.

## ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD

---

Si, du seul fait du titulaire, les délais contractuels prévus au présent marché sont dépassés, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, **par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC**, des pénalités de retard qui s'établissent à soixante-quinze euros (75€) HT par jour calendaire de retard. Ces pénalités seront applicables sur le montant du prochain relevé d'honoraires.

## ARTICLE 16 – RESILIATION

---

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC.

**Par dérogation à l'article 42 du CCAG-TIC.**, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en cours d'exécution, si après mise en demeure du titulaire, les défauts constatés n'étaient pas corrigés. La notification de la décision avec date d'effet, se fera par courrier recommandé avec accusé de réception. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

**Par dérogation à l'article 43 du CCAG-TIC.**, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnisation n'est prévue.

### Modalités de résiliation

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comporte, s'il y a lieu, les dispositions particulières à respecter par le Titulaire jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire par l'Université.

## ARTICLE 17 – CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

---

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées dans le marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université n'aurait pas eu connaissance.

## ARTICLE 18 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

---

En cas de litige relatives à l'application du présent marché, le droit français est seul applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Pour tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, il est rappelé qu'ont été constitués des comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution d'un marché.

Les parties se rapprocheront en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application du chapitre VII du CCAG TIC.

En cas de recours contentieux, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent :

**Tribunal administratif de Cergy-Pontoise**

2 Boulevard Hautil  
95000 Cergy  
Tél : 01.30.17.34.00

## ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC

---

**Les dispositions du CCAG-TIC** sont applicables au présent marché pour toutes les clauses non précisées dans le présent document dans la mesure où elles ne sont contradictoires pas avec le présent CCP.

Article du CCP dérogeant	Article du CCAG TIC dérogé
4.1	4.1
4.3	4.2.1
6	26.2
7.1	28
15	14.1.1
16	42 et 43